

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 19 novembre 2014

Direction de l'instruction publique

35 2014.RRGR.315 Motion 082-2014 Tanner (Ranflüh, UDF) Monuments dignes de conservation: plus de latitude

N° de l'intervention: 082-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 17.03.2014
Déposée par: Tanner (Ranflüh, UDF) (porte-parole)
Ammann (Meiringen, PS)
Fischer (Meiringen, UDC)
Sommer (Wynigen, PLR)
Stähli (Gasel, PBD)
Cosignataires: 16
Urgence: refusée le 20.03.2014
N° d'ACE: 1067/2014 du 3 septembre 2014
Direction: INS

Monuments dignes de conservation: plus de latitude

Dans le domaine des monuments dignes de conservation, le Conseil-exécutif est chargé de prendre les mesures suivantes :

1. créer les bases légales nécessaires pour augmenter la latitude des maîtres d'ouvrage notamment quand le projet de construction implique la modification des structures d'un objet digne d'être conservé ;
2. veiller à la proportionnalité au moment de trancher la question de savoir si un objet est digne de conservation ou qu'il doive être démoli.

Développement

Il est incontestable que les monuments doivent être protégés ou conservés quand ils ont une valeur culturelle, historique ou esthétique particulière.

Il est tout aussi incontestable que, dans le canton de Berne, le nombre des objets placés sous protection ne cesse d'augmenter.

Dans le cas précisément d'objets dignes de conservation, les maîtres d'ouvrage sont confrontés dans bien des cas à des restrictions comme celles de l'article 10b LC, qui interdit la transformation de l'extérieur des bâtiments ou de l'agencement de leurs pièces et qui est donc inconciliable avec l'utilisation ou la réaffectation de l'objet, sauf à accepter des coûts beaucoup plus élevés et des compromis disproportionnés. Dès lors, l'élément « l'agencement des pièces » doit être biffé de l'article 10b LC.

La situation est similaire quand il s'agit de savoir si un objet classé digne de conservation doit être démoli ou s'il faut le conserver. En ce qui concerne les objets dont l'affectation est déterminée, comme c'est le cas des écoles, la conservation peut être une option irrationnelle. Dans de tels cas, il est par exemple impossible d'installer un ascenseur, il est quasiment impossible d'aménager les lieux conformément aux besoins des personnes à mobilité réduite et de plus, les besoins d'espace ont certainement beaucoup changé depuis la construction du bâtiment. Par ailleurs, la démolition d'un bâtiment et son remplacement par un édifice nouveau et architecturalement équivalent sur le même terrain peuvent être moins coûteux que la rénovation de l'objet digne de conservation. Au vu des finances du canton et des communes et des possibilités qu'elles offrent pour la construction de bâtiments publics, l'argument des coûts doit être pris en compte.

Réponse du Conseil-exécutif

L'auteur de la motion charge le Conseil-exécutif de créer ou d'adapter les bases légales afin d'accroître la latitude des maîtres d'ouvrage s'agissant de la modification des structures d'un objet digne de conservation et d'accorder une plus grande importance à l'examen de la proportionnalité au moment de trancher la question de savoir si un monument historique doit être conservé ou démoli.

Le Conseil-exécutif estime que la déclaration de l'auteur de la motion selon laquelle le nombre d'objets placés sous protection ne cesse d'augmenter est incorrecte. Le recensement architectural du canton de Berne est exhaustif et comporte 36 000 objets. Ce nombre n'évoluera que peu à long terme car les nouvelles inscriptions sont régulièrement compensées par des suppressions.

Point 1

La protection de l'intérieur des monuments, limitée à l'agencement de leurs pièces, qui est prévue à l'article 10b, alinéa 3 de la loi sur les constructions (LC) a été introduite par le législateur afin d'éviter une dénaturation complète de l'intérieur des monuments historiques dignes de conservation. S'il était possible de modifier l'agencement intérieur sans restriction, les monuments historiques dignes de conservation ne seraient à l'avenir que des coquilles vides, des façades.

La Stratégie de protection du patrimoine, qui porte sur les monuments historiques et l'archéologie, sera vraisemblablement soumise au Grand Conseil lors de sa session de janvier 2015. Celle-ci établit les fondements communs au canton et à ses partenaires pour mener leurs activités en matière de protection du patrimoine. Elle considère le patrimoine culturel comme une ressource précieuse qui a une influence positive sur la qualité de vie et de l'habitat ainsi que sur l'attractivité de toutes les régions du canton. Elle détermine par ailleurs les tâches et les activités du Service archéologique et du Service des monuments historiques et doit ainsi contribuer à ce que les prescriptions relatives à la protection du patrimoine soient mises en œuvre de manière transparente et selon des principes clairs. A cet égard, elle se base sur la devise « limiter au maximum les interventions, mais agir autant que nécessaire ».

L'une des priorités de la stratégie est de veiller à ce que les monuments historiques puissent être affectés à une utilisation durable et conforme aux nécessités de l'époque, tenant compte au mieux des besoins de leurs habitants et habitantes et de leurs utilisateurs et utilisatrices. Les expériences de ces dernières années montrent que les partenaires concernés doivent être associés le plus tôt possible au processus afin de faciliter la recherche des meilleures solutions.

Afin de laisser davantage de liberté aux services concernés lors de la mise en œuvre de la stratégie et de renforcer l'utilité de cette dernière, notamment en termes de définition de la priorité des différentes activités et d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience, l'actuel projet de stratégie prévoit que la Direction de l'instruction publique soit chargée d'examiner les bases légales d'ici à 2017 pour voir si des améliorations peuvent être apportées. Les résultats de cet examen seront présentés au Conseil-exécutif et au Grand Conseil en temps voulu et en bonne et due forme. Le Conseil-exécutif est disposé à étudier la demande du motionnaire dans ce contexte.

Pour ces motifs, il propose d'adopter ce point sous forme de postulat.

Point 2

Le principe de proportionnalité s'applique également aux monuments historiques dignes de conservation. En effet, lors de la procédure d'octroi du permis de construire, il convient d'examiner si la conservation des bâtiments respecte ou non ce principe. Ce n'est pas le Service des monuments historiques qui procède à cet examen mais l'autorité chargée de l'octroi des permis de construire. Cette dernière doit ainsi peser les intérêts de tous les protagonistes et confronter les diverses bases légales. A cet égard, elle peut apprécier librement l'avis d'expert du Service des monuments historiques et s'en écarter pour de justes motifs.

Le Conseil-exécutif estime par conséquent que la marge de manœuvre dont disposent les autorités d'octroi des permis de construire et les maîtres d'ouvrage s'agissant des monuments historiques dignes de conservation est large et suffisante.

Il est d'avis que les bases légales existantes permettent déjà de satisfaire au deuxième point de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif:

Vote point par point

Point 1 : adoption sous forme de postulat

Point 2 : adoption et classement

Ernst Tanner, Ranflüh (UDF). Mehr Spielraum bei erhaltenswerten Baudenkmälern – so lautet

unsere Motion. Es gibt zwei Arten von Baudenkmälern. In Artikel 10b Absatz 2 Baugesetz BauG werden die schützenswerten Baudenkmäler, in Art. 10b Abs. 3 Baugesetz BauG die erhaltenswerten Baudenkmäler beschrieben. Unsere Motion betrifft nur die erhaltenswerten Baudenkmäler. Wie funktioniert die Kantonale Denkmalpflege KDP? Es bestehen keine schriftlichen Richtlinien. Gemäss Stand März 2014 teilen sich 58 Personen 40 Vollzeitstellen. Mit unterschiedlichen Meinungen wird den Bauherren gesagt, was gebaut werden darf – manchmal stur und zu bürokratisch, manchmal arrogant. Folgend berichte ich Ihnen von einem mir bekannten Fall: Von einer Besprechung zur anderen verging sehr viel Zeit. Das Schlimmste daran war, dass die beratende Person der KDP bei einer weiteren Besprechung eine völlig gegensätzliche Variante forderte. Neue Pläne mussten erstellt werden und wieder verging sehr viel Zeit, bis nach mehrmaligen Nachfragen durch den Architekten eine Antwort der KDP eintraf. Der KDP fehlen einheimische Handwerker als Berater, die auch etwas verstehen würden. Auf der Homepage der KDP steht: «...Eigentümerinnen und Eigentümer erarbeiten gemeinsam mit der Denkmalpflege Lösungsmöglichkeiten, die gleichermassen die Bedürfnisse der Bauherrschaft berücksichtigen und die historische Bausubstanz schonen.» (*La présidente agite sa cloche.*) In vielen Fällen haben die Berater die Bedürfnisse der Bauherrschaft nicht berücksichtigt.

Ich komme zu Punkt eins unserer Motion: «... wenn es um die Änderung der Raumstruktur geht». Erhaltenswerte Häuser sind nicht Museen gleichzusetzen. Die Gebäude sind meistens Privateigentum. Es reicht, wenn diese Häuser in der Fassade erhalten bleiben. Im Innenausbau mit Wärmedämmungen, Fensterbeschlägen, Verkleidungen bei Wänden und Decken braucht es weniger Diskussionen mit der KDP, sondern mehr Freiheit für die Bauherrschaft. Wir brauchen mit sinnvollen Raumeinteilungen ausgebaut Häuser, die den heutigen Bedürfnissen entsprechen. Die bestehenden Häuser müssen besser genutzt werden können, damit weniger Kulturland verbaut wird. Dies gilt im Besonderen für die Infrastruktur der öffentlichen Hand. Wenn bei Schulhäusern und Spitälern Raumstrukturen einer modernen Nutzung angepasst werden müssen, dürfen bei erhaltenswerten Gebäuden so wenig Einschränkungen wie möglich gelten. Beispielsweise darf es kein Problem darstellen, wenn Balkone im Sinne einer Verdichtung zu Schulraum werden.

Nun zu Punkt zwei der Motion: «... wenn es um die Verhältnismässigkeit bei der Frage geht, ob ein Objekt zu erhalten ist oder abgerissen werden kann.» Dass Dachbinder, Türpfosten, Fensterbänke und anderes aus einem Abbruchobjekt ein erhaltenswertes Objekt machen, das nur mit viel Geld und grossen Einschränkungen bezüglich Raumhöhen, Verglasungen, Raumeinteilung um- und ausgebaut werden darf, kann nicht zielführend sein. (*La présidente agite sa cloche.*) Gerade auch bei Infrastrukturen der öffentlichen Hand wie die vorhin erwähnten Schulanlagen und Spitäler ist im Sinne eines haushälterischen Umgangs mit Steuergeldern sehr genau zu prüfen, ob im Einzelfall ein Abbruch nicht zielführender wäre als eine Sanierung. Im Vordergrund muss dabei die Frage stehen, wie möglichst günstig eine möglichst gute Situation für die Nutzer gefunden werden kann. In der Antwort des Regierungsrat auf unsere Motion steht: «...Die Anzahl der Objekte im Bauinventar des Kantons Bern beträgt 36 000. An dieser Zahl wird längerfristig wenig ändern, da Neuaufnahmen bei Inventarrevisionen regelmässig kompensiert werden durch Entlassungen aus dem Inventar». Am 26. Mai 2014 vermeldete das Regionaljournal, dass zirka 1 000 Gebäude – 30- bis 40-jährig – neu ins Inventar der Denkmalpflege aufgenommen würden. Herr Gerber, kantonaler Denkmalpfleger, bestätigte mir, dass das Inventar mit jungen Bauten nachgeführt wird. Ich hoffe sehr, dass die Anzahl der Objekte von 36 000 im Bauinventar nicht noch mehr ansteigen wird. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Für uns Motionäre ist klar, dass bei der Interessensabwägung bei erhaltenswerten Gebäuden immer die Interessen der Nutzer möglichst hoch gewichtet werden müssen. Wir werden in beiden Punkten an der Motion festhalten.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Die grüne Fraktion nimmt Punkt eins der vorliegenden Motion als Postulat, Punkt zwei als Motion mit gleichzeitiger Abschreibung an. Wir empfehlen Ihnen, Dasselbe zu tun. Warum nehmen wir Punkt eins nicht als Motion an? Die Erziehungsdirektion hat in den letzten zwei Legislaturen mehrere Strategien erarbeitet, beispielsweise die Bildungsstrategie oder die Kulturstrategie. Momentan arbeiten wir an der Kulturpflegestrategie. Alle diese Strategien dienen oder werden noch als seriöse und gute Grundlagen für Gesetzesrevisionen dienen. Wir haben erfahren, wie gut sich dieses Vorgehen bewährt hat. Alle diese Gesetzesrevisionen waren breit abgestützt und gingen hier im Rat mit grösstmöglicher Zustimmung ruhig durch. Anlässlich der Erarbeitung der Kulturpflegestrategie fanden letzten Sommer mehrere Hearings mit betroffenen beruflichen und politischen Kreisen sowie mit Interessenverbänden statt. Ende letztes Jahr wurde die Vernehmlassung durchgeführt und anschliessend geschah die Überarbeitung. Momentan

arbeiten wir in der Bildungskommission an der Kulturpflegestrategie. Im Januar wird sie hier im Grossen Rat behandelt werden. In der Kulturpflegestrategie wird eine Überarbeitung der gesetzlichen Grundlagen im Jahr 2017 relativ klar angekündigt. So verstehe ich es jedenfalls.

Für die grüne Fraktion ist es ein bewährtes und sorgfältiges Vorgehen für eine Gesetzesänderung, zuerst eine gute Abklärung bei Fachleuten, den betroffenen Kreisen und der Politik durchzuführen, danach in der Kommission seriös daran zu arbeiten und das Geschäft anschliessend im Grossen Rat zu beraten. Deshalb möchten wir den Punkt eins nicht in der absoluten Motionsform annehmen. Mir persönlich fallen in Gesprächen über die Denkmalpflege immer wieder die vielen Missverständnisse, Unklarheiten, Begriffsverwechslungen und leider auch Unwahrheiten auf. Häufig werden – ich muss es leider so sagen – Kraut und Rüben durcheinander geworfen; wie auch gerade vorhin im Votum des Motionärs. Es wird landauf, landab sehr viel darüber geredet, was die Denkmalpflege mache verhindere oder verbiete. Realitätsfremd sei sie, altmodisch und stur. Wenn die Erziehungsdirektion aber bei denjenigen Personen, welche wirklich Erfahrungen mit der Denkmalpflege gemacht haben, persönlich und konkret eine breite Umfrage durchführt, kommen ganz andere Resultate zum Vorschein. Das ist schon ein wenig seltsam.

Bei der Denkmalpflege arbeiten Fachleute, welche nebst der denkmalpflegerischen Ausbildung häufig über einen Erstausbildung verfügen – sehr oft diejenige des Architekten. Diese Fachleute schauen sich nicht nur ein einziges Bauernhaus an, sondern sie sehen 50 oder 100 erhaltenswerte oder schützenswerte Bauernhäuser im Jahr. Sie haben eine Vorstellung, was machbar ist, um ein solch erhaltenswertes Bauernhaus den heutigen Bedürfnissen anzupassen, beispielsweise um die zu tiefe Decke zu erhöhen oder die Treppe, die sich nur aussen auf der Laube befindet, ins Hausinnere zu versetzen. Sie verfügen über einen riesigen Erfahrungsschatz und können daraus Ratschläge schöpfen. Die Denkmalpflege kann nur Fachberichte abgeben und kann weder etwas verbieten noch sonst etwas. Das ist nach wie vor ein Märchen, welches in diesem Kanton gerne weitererzählt wird. Deshalb bitte ich Sie den ersten Punkt der Motion als Postulat anzunehmen. Das kann anschliessend in die allfälligen Gesetzesänderungen eingebaut werden. Aber das soll sicher nicht als Motion angenommen werden, dafür sind wir 160 Personen in diesem Saal zu wenig kompetent.

Donat Schneider, Lyss (UDC). Ich kann es vorweg nehmen – die SVP-Fraktion unterstützt beide Forderungen in Form einer Motion. Wir werden auch die Abschreibung bestreiten. Weshalb dies? Gemäss den Zahlen stimmt es zwar – wie der Regierungsrat sagt – dass das Bauinventar nicht ständig zunimmt. Wir müssen jedoch sehen, was es in absoluten Zahlen bedeutet, wenn rund 10 Prozent der Gebäude als schützenswert oder erhaltenswert eingestuft sind. Wir finden das sehr viel. Es befindet sich also eine sehr hohe Anzahl schützenswerter oder erhaltenswerter Bauten im Inventar. Im Gegensatz zu meiner Vorrednerin finden wir, dass der Grosse Rat sich gerade weil wir momentan am Erarbeiten der Kulturpflegestrategie sind, bei dieser Gelegenheit konkret äussern sollte. Ich habe absolut nichts dagegen, dass wir in der Kommission die Strategie sehr sorgfältig diskutieren und der Grosse Rat anschliessend darüber entscheiden wird. Aber genau deshalb ist es wichtig, dass wir ein Zeichen erhalten, was mit der Strategie geschehen soll. Denn wir befürchten ein bisschen, dass in der Strategie der Status quo geschrieben, mit Lorbeeren bekränzt und das Ganze dann als Strategie verkauft wird. Das möchten wir nicht. Wir möchten die bestehenden Sorgen wirklich ernst nehmen und versuchen, dafür eine Lösung zu finden. Deshalb möchten wir ein klares Zeichen setzen, in welche Richtung die Strategie und die daraus allenfalls folgenden Gesetzesanpassungen gehen sollen.

Das Thema Raumstrukturen ist immer wieder ein brennendes Thema, nicht nur bei den schützenswerten, sondern auch bei den erhaltenswerten Bauten. Wir sind der Meinung, dass mit heutigen Mitteln – beispielsweise der Digitalisierung – Innenstrukturen durchaus archiviert werden könnten, sodass man diese nicht physisch, sondern mittels einer 3D-Digitalisierung erhalten könnte. Im Zeitalter, wo quasi per Mausklick auf Strassen in der ganzen Welt herumgefahren werden kann, sollte so etwas technisch möglich sein. Das wäre wahrscheinlich eine Lösung, um ein wenig zu einer Entspannung beizutragen.

Wie der Regierungsrat in seiner Antwort sagt, ist der Bescheid am Schluss, ob ein erhaltenswertes Gebäude abgebrochen werden darf oder nicht, immer nur ein beratendes Gutachten in dem Sinne und abschliessend entscheidet die Baubewilligungsbehörde. Aber alle, die sich irgendwann einmal damit befasst haben, wissen, dass es in der Praxis natürlich andere Interessensgruppierungen gibt – namentlich beispielsweise der Heimatschutz –, die sich dann einsetzen und auf das Gutachten Bezug nehmen können. Deshalb besteht für uns dort ein Konflikt, der einfach keinen Sinn macht

und den man im Rahmen der Strategie beheben sollte. Wir sind froh, wenn auch Sie ein Zeichen setzen, in welche Richtung es gehen soll. Wir werden, wie gesagt, beide Punkte als Motion unterstützen.

Nicola von Greyerz, Berne (PS). Die SP-JUSO-PSA-Fraktion kann den Ausführungen des Regierungsrats folgen und unterstützt diese in beiden Punkten. Auch wir sind der Meinung, dass das Kulturerbe eine wichtige Ressource darstellt und unsere Lebens- und Wohnqualität in diesem Land massiv beeinflusst. Aber Gewohnheiten verändern sich, und deshalb sind wir froh, dass der Regierungsrat bereit ist, im Rahmen der Diskussion der neuen Kulturpflegestrategie im nächsten Jahr die gesetzlichen Grundlagen auf Optimierungsmöglichkeiten hin zu überprüfen. Nur zeitgemässe Nutzungen von Gebäuden – vor allem auch von öffentlichen Gebäuden wie Schulen und Spitälern – sind gute Nutzungen. Es ist uns aber trotzdem wichtig, darauf hinzuweisen, dass nicht die Denkmalpflege, sondern die Baubewilligungsbehörden letztlich entscheiden. Dabei möchte ich meiner Vor-Vorrednerin, Bettina Keller, folgen und auch darauf hinweisen, dass bei triftigen Gründen die Fachmeinung der Denkmalpflege von der Bewilligungsbehörde überstimmt werden kann und von ihr abgewichen werden kann. Und die Denkmalpflege erhebt nur aus wirklich gewichtigen Gründen und eigentlich sehr selten Einsprache.

Ulrich Stähli, Gassel (PBD). Ich spreche als Fraktionssprecher und als Mitmotionär, was in diesem Fall praktisch identisch ist. Die Motion wurde überparteilich und minutiös vorbereitet. Man hat bewusst zwischen schützenswerten und nur erhaltenswerten Objekten unterschieden. Es geht hier also nicht etwa darum, den Schutz für schöne historische Gebäude aufzuweichen und zu lockern. Es geht darum, dass bei rund 36 000 Bauten nötige Aufwertungen und bessere Nutzungen ohne bürokratische Hürden vorgenommen werden können. Liebe Bettina Keller – ich war schon oft bei Begehungen mit dabei. Beispielsweise als Parlamentarier in Köniz, wo man mich zu Hilfe rief, weil man mit der Denkmalpflege nicht zurechtgekommen war. Es gab dann ein Hin und Her, bis zuletzt der richtige Mann von der Denkmalpflege erschien, der dann sagte, es sei möglich – auch wenn es vorher nicht gegangen war. Solches ist natürlich störend. Liebe Ratsmitglieder, wenn im behäbigen Kanton Bern eine gewisse Verdichtung gelingen soll, dürfen wir uns nicht selbst dauernd Knebel zwischen die Beine werfen und jegliche Veränderungen verhindern; und dies notabene durch eine Institution, bei der manchmal die linke Hand nicht genau weiss, was die rechte tut. Veränderungen tun weh. Will man aber in der Raumplanung vorwärtskommen, wird es in der nächsten Zeit wehtun. Es kann doch nicht sein, dass jemand bei einem Haus eine zusätzliche Wohnung einbauen möchte, dabei eine 70-jährige Treppe oder ein «Öfeli» wegen der Erhaltung Kosten verursacht und man deswegen schlussendlich auf den Ausbau verzichtet.

Ich gebe nun noch die Meinung der BDP-Fraktion bekannt. Bei Punkt eins sind wir mit grossem Mehr für eine Annahme als Motion. Punkt zwei nehmen wir einstimmig an und sind gegen eine Abschreibung, damit der Druck für weniger bürokratische Hürden bei Umbau und innerer Verdichtung aufrechterhalten bleibt. Diese Motion zielt genau in die Richtung des Raumplanungsberichts, wozu wir dann in einem weiteren Traktandum kommen werden.

Martin Aeschlimann, Berthoud (PEV). Ich möchte nicht in den Chor all derjenigen einstimmen, die sich lieber heute als morgen von den schikanösen Fesseln des Kulturgüterschutzes befreien möchten. Auch will ich Ernst Tanner nicht unterstellen, dass er gleich die Abrissbirne an seinen Bagger anschrauben möchte. Als Architekt kenne ich die Thematik der Motion von meiner Tätigkeit mit Eigentümern sehr gut. Ich kenne aber auch die andere Seite von meiner Tätigkeit als Bauberater, der für den Berner Heimatschutz Eigentümer und Gemeinden beraten hat. Diese Fragestellung ist überhaupt nicht neu. In der Schweizerischen Bauzeitung wurde 1985 über eine Sitzung des Bernischen Ingenieur- und Architektenvereins berichtet. Ich werde Ihnen daraus kurz vorlesen: «...Als zweites Traktandum folgt die Besprechung der Frage der Entfernung des Chäfigthurms ...» – mit ch und th geschrieben – « ...welche von den Quartierleuten angeregt worden war. Er, der Präsident, gibt einen kurzen historischen Rückblick über den Chäfigthurm und erwähnt, dass jetzt, wo in der ganzen gebildeten Welt die Tendenz immer mehr hervortrete, die Kunstwerke unserer Voreltern in Ehren zu halten und besonders unter den Architekten den Ruf für die Erhaltung der Baudenkmäler immer lauter werde, es angezeigt sei, genau zu erwägen, ob der Nutzen, der aus der Entfernung erwachse, im Verhältnis stehe mit der Einbusse eines der wenigen alten Baudenkmäler, das über 600 Jahre die guten und bösen Tage unserer Vaterstadt gesehen habe und das der äusseren Erscheinung seiner Umgebung einen eigenen Charakter gibt.» Dann

erschien Regierungsrat Rohr – der Vorgänger von Regierungsrat Pulver. Weiter steht: «...ergreift hierauf das Wort und erklärt vor allem das die Frage des Chäfigthurms keine brennende sei, indem der Staat vorderhand denselben noch als Strafgefängnis notwendig habe.» Der Käfigturm steht nach wie vor, der Umgang mit dem baugeschichtlichen Erbe hat aber schon frühere Generationen beschäftigt. Die Debatte bewegte sich schon damals um die Abwägung zwischen Bewahrung und Erhaltung einerseits und Neugestaltung und Weiterentwicklung anderseits. Diese spannende Auseinandersetzung zieht sich durch die ganze Baugeschichte.

Nun zielt der Vorstoss natürlich nicht auf einen baukulturellen Kahlschlag ab. Der erste Punkt der Motion verlangt mehr Spielraum bei der Änderung von Raumstrukturen bei erhaltenswert inventarisierten Gebäuden. Doch gerade dort liegt der Hase im Pfeffer. (*La présidente agite sa cloche.*) Es stellt sich nämlich die Frage, wie viel Verfremdung Abbruchmassnahmen, Korrekturen ein Gebäude erträgt, damit der baukulturelle Wert, seine Identität und die Echtheit des Gebäudes noch gewahrt bleiben. Der Schutzzweck im Baurecht zielt genau in diese Richtung. Die Frage der Echtheit ist in dieser Diskussion bedeutend. Im Alltag sind wir uns viele bauliche Täuschungen gewohnt, beispielsweise den Holzboden, der zwar nicht mehr knarrt, aber eigentlich aus fototechnisch bedruckten Kunststoffpanelen besteht. Darf ein Gebäude auf seine Hülle reduziert werden und innendrin darf man machen was man will? Das ist eigentlich die Frage. Worin besteht der Unterschied zur virtuellen 3D-Welt, wie sie vorhin Donat antönte, gegenüber der Echtheit eines Baus, den man begehen und in dem man leben kann? Es geht nicht um die Frage, was bautechnisch möglich ist. Heute kann ein Bauernhaus innen problemlos komplett ausgeräumt und sein Raum mit einer Stahlbetondecke stützenfrei überspannt werden. Durch diese Intervention gerät aber das ganze Bauwerk in eine Art Gleichgewichtsstörung zwischen Aussenhülle und innerer Beliebigkeit. Das ist ähnlich wie bei einem Menschen. Entfernt man aus seinem Skelett einzelne Teile, gerät er auch ein wenig aus dem Gleichgewicht. Das Baugesetz will eigentlich nur das Schlimmste verhindern, so genannte «Verunstaltungs-Massnahmen» oder «Brutalo-Renovationen». Veränderungen und Ergänzungen sind heute durchaus zulässig, wenn sie sich der Baustruktur und der Bausubstanz unterordnen. Ich mache die Erfahrung, dass mit Augenmass und Respekt durchaus etwas verändert werden kann. Ich weiss aber, dass beinahe jede und jeder hier im Saal Geschichten rund um die Denkmalpflege kennt. Doch statt nun gesetzgeberische Abbruchwerkzeuge in die Hand zu nehmen, wäre aus meiner Sicht eine Sensibilisierung für die Qualitäten auf jeweils beiden Seiten wichtig, einerseits für den kulturellen Wert eines Baus, anderseits für die veränderten Bedürfnisse der Nutzer. Nehmen Sie sich doch an einem Sonntag einmal die Zeit und betrachten in Ruhe die Frontseite eines Bauernhauses oder die Fassade eines Altstadthauses und staunen über den Gestaltungswillen, das Gefühl für Proportionen und Detaillierung unserer Vorfahren. Und sagen Sie bitte nicht, damals hätte man viel mehr Zeit und Ressourcen zur Verfügung gehabt. Das stimmt nämlich nicht. (*La présidente demande à l'orateur de conclure.*) Der Anteil für die persönliche Existenzsicherung war damals viel grösser als heute.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Ich habe immer noch ein wenig das Gefühl – wie es Bettina Keller auch sagte – dass es nach wie vor eine Vermischung gibt. Schützenswert und erhaltenswert werden im gleichen Atemzug erwähnt, das ist aber einfach nicht dasselbe. Es sind auch unterschiedliche Behörden zuständig. Jürg Iseli, du musst jetzt nicht den Kopf schütteln. Ich arbeite seit zweieinhalb Jahren an einem Projekt mit einem K-Objekt, welches erhaltenswert ist. Die Denkmalpflege wurde angefragt und es war kein Problem. Auch mit der zuständigen Gemeinde hatten wir nie ein Problem. Wenn nicht die Gemeindebürger die ganze Ortsplanung abgelehnt hätten, hätten wir das Projekt machen können. Nun ist es deshalb nicht möglich. Aber das Ganze war nie ein Problem der Denkmalpflege. In Zusammenarbeit mit der Denkmalpflege wurde im Rahmen des Projekts «Tradition und Innovation» im Freilichtmuseum Ballenberg beispielsweise ein wirklich schützenswertes Haus sogar umgebaut. Dort kann man besichtigen, wie in einem solchen Haus nach heutigem Standard gewohnt werden kann. Es ist ein fantastisches Haus – wenn es nicht so abgelegen wäre, würde ich es sofort bewohnen. Es ist wirklich wunderbar was heute machbar ist. Sie haben es vorhin von Martin Aeschlimann gehört: jede und jeder hat schon irgendetwas über die Denkmalpflege gehört. Es sind immer dieselben Geschichten. Das lässt sich aber auf Einzelfälle und – ich wage sogar zu behaupten – wahrscheinlich auf Einzelpersonen innerhalb der Denkmalpflege reduzieren. Es sind immer dieselben Personen, von denen man hört. Sie sind zwar fachlich sehr gut, haben aber, berndeutsch gesagt, einfach nicht «gnue Füdle», auch mal den Fünfer gerade sein zu lassen. Da muss man dann den Chef beiziehen und dann geht es. Das ist mühsam, aber es funktioniert immer irgendwie. Deshalb finden wir das hier wirklich ein bisschen

übersteuert. Wir nehmen Punkt eins– wie von der Regierung vorgeschlagen als Postulat und Punkt zwei bei gleichzeitiger Abschreibung an.

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Ich kann inhaltlich nicht viel mehr sagen, als es Kollege Tanner bereits gesagt hat. Es stört mich aber schon ein wenig, dass jetzt plötzlich – wie auch gerade von Grossrätin Keller – eine Debatte über die Denkmalpfleger geführt wird. In dieser Motion geht es nicht um die Denkmalpfleger, sondern um ein konkretes Problem. Es geht auch nicht um den Kulturgüterschatz und um schützenswerte Objekte, wie Kollege Aeschlimann ausführte. Es geht um Änderungen in der Raumstruktur für erhaltenswerte Objekte und um nichts anderes. Es ist schon speziell, dass ausgerechnet der Erziehungsdirektor für dieses Thema zuständig ist, denn gerade bei leer stehenden Schulhäusern gibt es landauf, landab Probleme. In meiner Wohngemeinde wurde erst kürzlich ein Schulhaus an eine einheimische Familie verkauft. Es soll aber nicht möglich sein, dass die Familie es umbauen kann, damit sie es auch nützen kann. Darum wird die EDU-Fraktion die Motion einstimmig in allen Punkten unterstützen. Ich hoffe, Sie können dies auch tun.

Hans Rudolf Vogt, Oberdiessbach (PLR). Ich kann mich kurz fassen. Aus meiner Sicht wurde von beiden Lagern eigentlich alles gesagt. Grundsätzlich sollen im Kanton Bern Baudenkmäler geschützt und auch erhalten werden können. Im Inventar der Kantonalen Denkmalpflege sind 10 Prozent, also 36 000 Gebäude registriert. Der Status der 13 000 schützenswerten Objekte ist von der Motion nicht betroffen. Die anderen 23 000 Objekte, die als erhaltenswert eingestuft sind, sollen bei einer Renovation sinnvoll umgenutzt werden können. Die Raumstruktur soll einer neuzeitlichen Nutzung angepasst werden können. Auch der Abriss eines Objekts soll möglich sein, wenn eine Renovation nicht mehr sinnvoll ist. Deshalb wird die Fraktion der FDP die Motion in beiden Punkten annehmen.

La présidente. Monsieur Mentha, à titre personnel.

Luc Mentha, Liebefeld (PS). Ich möchte auf einen Aspekt hinweisen, der hier noch nicht erwähnt wurde. Der Denkmalpflege wird von den Motionären sehr stark für so Einiges die Schuld gegeben, insbesondere betreffend die Umnutzung landwirtschaftlich nicht mehr genutzter Bauten. In Artikel 24d Absatz 2 Raumplanungsgesetz RPG gibt es so etwas wie eine Flucht nach vorne. Dort steht nämlich: «Die vollständige Zweckänderung von schützenswert anerkannten Bauten und Anlagen kann zugelassen werden, wenn...» Ich möchte das hier in Erinnerung rufen. Man sollte nicht nur über die Denkmalpflege schimpfen, sondern erkennen, dass auch Aspekte existieren, die helfen, ein landwirtschaftliches Gebäude zu einer landwirtschaftsfremden Nutzung umzunutzen. Die Voraussetzungen dazu werden in Artikel 24d Absatz 2 RPG genannt.

Elisabeth Zäch, Berthoud (PS). Ich muss zugeben, dass ich befangen bin. Ich bin Mitglied der Fachkommission für Denkmalpflege des Kantons Bern und vertrete dort die Sicht der Gemeinden auf das ganze Geschäft. Ich bin gerne in die Fachkommission gegangen, da Burgdorf als Zähringerstadt natürlich über sehr viele denkmalgeschützte Objekte verfügt. Die Kommission geht sowohl mit den schützenswerten als auch mit den erhaltenswerten Bauten sehr verhältnismässig und sehr sorgfältig um. Es wird sehr gut geschaut, was allenfalls erhalten werden kann oder wie es sinnvoll umgenutzt werden könnte. Aber zum Beispiel haben wir gerade gestern Abend auch ein erhaltenswertes Objekt zum Abbruch freigegeben. Diese Verhältnismässigkeit und Sorgfalt findet also statt. Ich spreche aber auch als Stadtpräsidentin von Burgdorf. Ich finde es schade, dass wir uns ein bisschen wie auf zwei Seiten befinden; also quasi die Denkmalpflege gegen die Stadt und die Baubehörde. Nein, gemeinsam müssen wir vorwärts gehen. Wir konnten in unserer Stadt sehr viele Projekte verwirklichen, weil wir von Anfang an mit der Denkmalpflege zusammenarbeiteten und uns diese half, gute Lösungen zu finden. Ein Beispiel dafür ist unsere tolle Brauerei im altherwürdigen Kornhaus. Gemeinsam kann man sehr viel erreichen und das dient zum Schutz und dem Nutzen der Besitzer. In diesem Sinne warne ich davor, sich gegenseitig auszuspielen und hoffe, dass Sie das Geschäft differenziert betrachten. Ich empfehle Ihnen, so abzustimmen, wie es die Regierung empfiehlt. Dann noch etwas Letztes, was von einigen bereits angesprochen wurde. Am Schluss entscheidet die Baubewilligungsbehörde. Sie kann zugunsten der Nutzung eines Gebäudes gegen die Meinung der Denkmalpflege entscheiden. Sie alle können dies in ihren Gemeinden so machen. Dazu braucht es halt ein bisschen Mut.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Die Motion unterscheidet – wie auch das Gesetz – zwischen schützenswerten und erhaltenswerten Objekten. Die Motion verlangt mehr Freiraum für die Änderung der Raumstruktur bei erhaltenswerten Objekten und bei der Prüfung der Verhältnismässigkeit in der Frage, ob ein Objekt abgerissen werden kann oder nicht. Ich bin mir aber nicht ganz sicher, ob dies das Problem ist oder ob wir da nicht an einem falschen Ort ansetzen. Betrachten wir nämlich das Baugesetz, steht in Artikel 10b Absatz 3 Baugesetz BauG ganz klar: «Erhaltenswerte Baudenkmäler sind in ihrem äusseren Bestand und mit ihren Raumstrukturen zu bewahren. Ein Abbruch ist zulässig, wenn die Erhaltung unverhältnismässig ist...». Es ist klar, dass erhaltenswerte Gebäude abgerissen werden können, wenn ein Erhalt nicht verhältnismässig ist. Dieser – materielle – Artikel ist ziemlich schnell zu finden. Um Ihnen das darlegen zu können, habe ich am Wochenende versucht, im Baugesetz die ganze Interessensabwägung zu finden. Wer entscheidet denn eigentlich? Vom Verfahren her unterliegt die Fachmeinung der Denkmalpflege der freien Beweisführung. Aber finden Sie einmal die entsprechende Bestimmung im Baugesetz! Die Frage ist meines Erachtens vor allem die Folgende: Sind sich die Baubewilligungsbehörden tatsächlich über die Rolle der Fachmeinung der Denkmalpflege im Klaren? Ich glaube genau hier liegt eines der Probleme. Wenn die Parteien sich nicht im Vorherein einigen können und die Denkmalpflege ihre Beurteilung über die Wichtigkeit und den Erhaltenswert einer Raumstruktur in einem Fachbericht abgibt, muss anschliessend die Baubewilligungsbehörde – bei erhaltenswerten Gebäuden ist dies die Gemeinde oder der Regierungsstatthalter – im jeweiligen Fall entscheiden. Sie ist nicht zwingend an die Fachmeinung der Denkmalpflege gebunden. Man darf der Denkmalpflege keinen Vorwurf machen, wenn sie Objekte aus denkmalpflegerischer Sicht beurteilt. Ich denke, wir werden auch im Rahmen der Kulturpflegestrategie die Frage diskutieren müssen, ob den Baubewilligungsbehörden genügend klar ist, dass am Ende sie und nicht die Denkmalpflege die Abwägung machen müssen. Vieles geschieht natürlich bereits vorher in den Diskussionen.

Ich habe nun mehrere Beispiele gehört, wo gesagt wurde, einige Bauberater seien freundlich und andere weniger freundlich. Diese versuchen vorher mit den Eigentümern anzuschauen, was im Sinne dieses Artikels sinnvoll und möglich ist. Es mag sein, dass einzelne dabei vielleicht anders kommunizieren als andere. Das habe ich ernst genommen. Sie gelangen nämlich immer wieder mit solchen Beispielen zu mir. Ich habe gesagt, wenn es tatsächlich so ist, dass unsere Bauberater auf ungute Art beraten, dann will ich das wissen, damit wir es in Zukunft anders machen können. Wir führten also vor zwei Jahren eine so genannte Kundenbefragung durch. Alle Objektbesitzer, mit denen wir Kontakt hatten, wurden angefragt. Die Rückmeldungen waren sehr positiv und wir erhielten nur wenig negative Rückmeldungen. Diese haben wir aufgenommen und mit den Bauberatern gesprochen. Wenn die Zusammenarbeit mit der Denkmalpflege derart schwierig gewesen wäre, hätte man uns dies rückmelden müssen. Diese Rückmeldung kam so nicht, trotz dem hohen Rücklauf der Umfrage und der Gelegenheit, Schwierigkeiten anzusprechen. Ich bin nicht sicher, ob das Problem wirklich die materiellen Vorschriften betrifft oder ob nicht einfach mehr Klarheit über die Rolle der Denkmalpflege im Baubewilligungsverfahren benötigt wird. Die Denkmalpflege erhebt so gut wie nie Einsprache nach der Interessensabwägung durch die Baubewilligungsbehörde. Kürzlich wurde ein schützenswertes Gebäude im Emmental von der Baubewilligungsbehörde zum Abbruch freigegeben und die Denkmalpflege hat keine Einsprache gemacht. Sie hat ihre Position dargelegt und die Baubewilligungsbehörde hat die Sache anders gesehen. Damit ist dies für die Denkmalpflege erledigt.

Ich denke, das müsste vielleicht im Rahmen der Kulturpflegestrategie angeschaut werden. Deshalb empfehle ich Ihnen, Punkt eins als Postulat zu überweisen. Machen wir es so wie in anderen Bereichen. Die Kulturpflegestrategie, die genau diese Fragen aufwirft, wird im Moment in der Bildungskommission behandelt. Sie wird in der Januarsession hier im Grossen Rat beraten werden. Dann wird anhand einer Gesamtsicht beurteilt werden können, wo Handlungsbedarf besteht und eine Gesetzesrevision folgen soll. Aber nehmen Sie nicht bereits jetzt, aufgrund solcher Beispiele, das materielle Ergebnis Ihrer Debatte im Januar vorweg. Es wäre schade um die sorgfältige Arbeit. Deshalb beantrage ich, Punkt eins als Postulat und Punkt zwei als Motion bei gleichzeitiger Abschreibung anzunehmen, weil die Verhältnismässigkeitsprüfung bereits heute so im Gesetz vorgesehen ist.

La présidente. Nous passons donc au vote sur cette motion «Monuments dignes de conservation: plus de latitude». Le motionnaire tient à sa motion, donc nous allons voter le point 1 motion, le point

2 aussi motion et ensuite nous voterons sur le classement. Ceux qui sont pour le point 1 en motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 82

Non 64

Abstentions 5

La présidente. Vous avez accepté ce point 1. Nous passons au point 2, tout d'abord savoir si vous acceptez la motion et après on la classera au cas où. Ceux qui acceptent le point 2 en tant que motion votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 104

Non 42

Abstentions 6

La présidente. Vous avez aussi accepté ce point 2. Nous votons maintenant sur le classement. Ceux qui sont d'accord de classer ce point 2 votent oui, ceux qui refusent votent non.

Vote (classement du ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 67

Non 83

Abstentions 1

La présidente. Vous avez refusé de classer ce point 2.